



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-septième session**

Rome, 8-9 septembre 1999

**RAPPORT DE SITUATION SUR LES SYSTÈMES DE GESTION INFORMATISÉE**

**I. INTRODUCTION**

1. Le présent document a pour but d'informer le Conseil d'administration sur l'état actuel du système d'information (SI) du FIDA et de lui présenter les perspectives d'exploitation de ce système à moyen terme.
2. La section ci-après retrace la situation depuis la publication du Rapport de situation sur les systèmes de gestion informatisée (EB 97/60/R.28) présenté au Conseil d'administration en avril 1997. La section III contient des renseignements sur les activités entreprises pour développer le système pendant la période 1997-1999 et présente un certain nombre d'activités non incluses dans les plans arrêtés pour 1997. Sont ensuite exposées, dans la section IV, les principales activités envisagées à moyen terme (2000 et au-delà) ainsi que les recommandations correspondantes.

**II. RAPPEL DES FAITS**

3. Le document EB 97/60/R.28 donnait un aperçu de l'état des systèmes d'information du FIDA au début de 1997 et présentait un modèle de soutien informatique reposant sur divers processus issu de la conception fonctionnelle classique du Système de gestion informatisée (SGI) du Fonds. De 1997 à 1999, on a adopté pour toutes les grandes initiatives une approche tenant compte de l'interaction entre les diverses fonctions, qui a abouti à la création du Comité de gestion de l'information, responsable de la gouvernance et de l'orientation des initiatives de développement des systèmes d'information.
4. Depuis 1997, on s'est employé à améliorer et à étendre la couverture du soutien informatique aux domaines des finances, de la gestion des documents, des relations avec les membres, des prêts et des dons, de la gestion du portefeuille et, à un degré moindre, de la gestion des ressources humaines et des placements.



5. Sur le plan technologique, au cours des deux dernières années, la validité des systèmes reposant sur le Web et des outils orientés objets s'est confirmée, et l'utilisation au sein de l'organisation de réseaux "intranet" qui permettent d'acheminer les informations de manière plus efficace s'est généralisée. Le FIDA s'est employé à réorganiser le groupe central des ressources consacrées au développement des systèmes d'information, en fonction des capacités de ses outils spécifiques et des technologies de l'Internet.

### III. SUIVI DES PLANS ARRÊTÉS POUR 1997

6. Il ressort des conclusions de l'analyse des processus relatifs aux achats, aux comptes créanciers et au suivi et contrôle du budget que c'est la version secteur public du logiciel intégré PeopleSoft, qui n'était pas disponible sur le marché lorsque le FIDA a choisi PeopleSoft, qui répond le mieux aux besoins du FIDA. Une stratégie de mise en séquence des divers modules a été incluse dans la version secteur privé du module des comptes créanciers, afin que le FIDA puisse en tirer un certain nombre d'avantages intermédiaires concrets. L'adaptation et la mise en oeuvre du module des comptes créanciers, commencées en septembre 1997 et achevées en mars 1998, ont déjà permis d'accélérer le règlement des fournisseurs du FIDA. En mai 1998, le Fonds a obtenu les versions secteur public des modules relatifs aux achats, aux comptes créanciers et au Grand livre, sans frais supplémentaires.

7. La mise en oeuvre de la version secteur public PeopleSoft devrait se faire progressivement, en commençant par les comptes créanciers pour les fonctions essentielles du Grand livre en octobre 1999. Le chargement des budgets de l'an 2000 est prévu pour décembre 1999, et les achats et les fonctionnalités actuelles relatives au suivi et au contrôle du budget, ainsi que les processus associés, seront mis en service en janvier 2000.

8. Dans le domaine de la gestion des documents, la définition précise des besoins des utilisateurs a été achevée en septembre 1997. En janvier 1998, le Système de gestion des documents (SGD), basé sur le logiciel commercial "DocsOpen" a été distribué à des unités pilotes du département Management et services du personnel (MD) aux fins de mise à l'essai. Le système a été par ailleurs distribué à des unités pilotes du département Gestion des programmes (PD) en octobre 1998 et ensuite, en mai 1999, à toutes les divisions du FIDA.

9. Afin de répondre aux besoins spécifiques du centre de documentation, un Système de gestion des dossiers (RMS) basé sur le logiciel commercial « Foremost », a été choisi en 1998. La définition précise des besoins des utilisateurs a été achevée en septembre 1998 et une version adaptée du système a été distribuée au centre de documentation, à titre expérimental, en décembre 1998. Le système est devenu opérationnel en avril 1999.

10. Dans le domaine de la gestion des contacts et des relations avec les pays membres, un module spécifique du Système d'information en ligne (SIEL) a été mis en oeuvre en septembre 1997. Afin de répondre aux besoins des utilisateurs concernant les flux de travail, les fonctions d'exportation de données et de notification du SIEL ont été remaniées en août 1998 et les fonctionnalités relatives à l'inscription aux conférences ont été étendues aux réunions non officielles en janvier 1999.

11. S'agissant des prêts et des dons, le Système de prêts et de dons (SPD) a fait l'objet de plusieurs interventions de maintenance et d'un certain nombre d'améliorations fonctionnelles. Parmi les activités de maintenance les plus importantes figurent : la mise en oeuvre de la fonction "remboursement partiel avec différentes dates de valeur" en mai 1998, l'installation de la fonction "annuler" pour remédier aux erreurs de saisie en août 1998, et l'introduction d'une fenêtre de "synchronisation" pour arrondir les chiffres et synchroniser les opérations, en janvier 1999. Les améliorations fonctionnelles les plus importantes apportées au SPD concernent l'application de taux d'intérêts variables en juin 1997, la conversion automatique pour les monnaies de la zone Euro en



février 1999 et, en juin 1999, l'enregistrement en "mode provisoire" pour les prêts et les dons. De nouvelles améliorations visant à traiter les arrangements pris au titre de l'initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés sont prévues pour septembre-décembre 1999.

12. Dans le domaine de la gestion du portefeuille de projets, la capacité de notification du Système de gestion du portefeuille de projets (SGPP) a été complétée en mars 1998 par des fonctions spéciales d'interrogation et de notification. En outre, un certain nombre d'améliorations fonctionnelles ont été apportées au SGPP avec notamment, en novembre 1998, la création de fiches sur l'état d'avancement des projets destinées aux réunions d'examen du portefeuille et, en juillet 1999, la mise en place du tableau relatif à l'élaboration des projets pour suivre l'instruction des dossiers en fonction de leur présentation au Conseil d'administration.

13. S'agissant de la gestion des ressources humaines, deux activités importantes qui n'avaient pas été prévues dans le plan arrêté pour 1997 ont été entreprises. Premièrement, on a transféré le système personnel/paie du FIDA, qui est une application de l'ordinateur central exploitée actuellement au centre informatique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sur une version de la plate-forme d'exploitation mise en conformité pour l'an 2000 (Millennium 3/COBOL OS/390). Le transfert, commencé en octobre 1998, a été achevé en avril 1999. Deuxièmement, les besoins des utilisateurs concernant le processus de suivi des congés ont été définis et analysés au cours du premier semestre de 1999. Un Système de suivi des dossiers de congés (SSDC) a été conçu, mis en oeuvre et distribué à titre expérimental en juillet 1999, une deuxième version devant être mise en circulation en septembre 1999.

14. Dans le domaine des placements, le logiciel Alliance SWIFT a été mis en application en mars 1998 pour faciliter le traitement des opérations bancaires de la Trésorerie.

15. Le tableau ci-dessous résume les progrès accomplis dans la réalisation des projets de développement des systèmes d'information du FIDA entre avril 1997 et septembre 1999.

16. Un important domaine d'activité, qui n'était pas spécifiquement prévu en 1997, a concerné le programme destiné à assurer le passage de la plate-forme logicielle à Windows NT et des applications correspondantes à 32 bit. Entrepris en 1998 et achevé en 1999, ce programme a été étendu à la plate-forme de la base de données institutionnelle pour répondre aux exigences du logiciel amélioré. Ces activités ont été financées par des allocations annuelles provenant du budget ordinaire.

17. Parallèlement aux activités de développement des installations et systèmes mentionnées ci-dessus, on a accordé la priorité à la sécurité de l'information. L'organisation faisant de plus en plus appel aux technologies de l'information, un poste existant a été transformé en un poste à plein temps de responsable de la sécurité des technologies de l'information pour garantir que le patrimoine du Fonds en matière d'information soit suffisamment protégé et que les systèmes transmettant des informations vitales soient disponibles en toute circonstance. En outre, à l'instar de nombreuses autres organisations, le FIDA a dû revoir ses systèmes d'information en prévision de l'an 2000 pour assurer le passage sans heurt au nouveau millénaire. Des informations détaillées sur le programme de mise en conformité pour l'an 2000 ont été présentées au Conseil d'administration à sa soixante-cinquième session (EB 98/65/INF.2) et de nouveaux rapports de situation sont prévus en décembre 1999 et en avril 2000.

**Évolution et état actuel des projets de développement des systèmes d'information (1997 – 1999)**

<b>SYSTÈME</b>	<b>ÉTAT ACTUEL</b>	<b>PROGRÈS ACCOMPLIS</b>
SGL(secteur public)	En cours d'installation	Fin de l'installation en octobre 1999
Comptes créanciers (secteur privé)	Opérationnel	Installation achevée en mars 1998
Comptes créanciers (secteur public)	En cours d'installation	Fin de l'installation en octobre 1999
Achats/budget	En cours d'installation	Fin de l'installation en janvier 2000
SGD	Opérationnel	Définition des exigences des utilisateurs achevée en septembre 1997 Distribué aux unités pilotes (MD) en janvier 1998 Distribué aux unités pilotes (PD) en octobre 1998 Distribué à toutes les divisions du FIDA en mai 1999
SGA	Opérationnel	Définition des exigences des utilisateurs achevée en septembre 1998 Distribué au centre de documentation en avril 1999
SIEL	Opérationnel	Mise en oeuvre du module RM en septembre 1997 Remaniement de la fonction exportation/ notification en août 1998 Couverture des réunions non officielles en janvier 1999
SPD	Opérationnel	Amélioration: taux d'intérêts variables, juin 1997 Maintenance: remboursement partiel mai 1998 Maintenance: fonction "annuler" partielle, août 1998 Entretien: administration, janvier 1999 Amélioration: conversion de l'euro dans les monnaies du panier, février 1999 Amélioration: "mode provisoire", juin 1999 Amélioration: Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés, prévue pour décembre 1999
SGPP	Opérationnel	Interrogation et notification, mars 1998 Fiches sur l'état d'avancement des projets, novembre 1998 Tableau relatif à l'élaboration des projets, juillet 1999
Personnel/Paie	Opérationnel	"Mis en conformité pour l'an 2000" en avril 1999
SSDC	En cours d'installation	Première version distribuée à titre expérimental en juillet 1999 Deuxième version prévue pour septembre 1999
Placements	Opérationnel	Mise en oeuvre d'Alliance SWIFT, mars 1998

#### IV. PERSPECTIVES À COURT ET MOYEN TERME

##### **Principales activités de développement des systèmes d'information envisagées pour 2000 et au-delà**

18. La liste des processus susceptibles d'être appuyés par les activités de développement des systèmes d'information, présentée dans le document EB 97/60/R.28, a été mise au point et étoffée après une évaluation des besoins internes, à laquelle ont participé les bureaux du Président et du Vice-Président, le département Politique économique et stratégie de mobilisation de ressources, MD et PD. Les processus figurant sur la liste élargie ont été répartis en 15 groupes, qui sont présentés en annexe.

19. Ces groupes de processus constituent la base de l'élaboration du modèle d'exploitation intégré du FIDA, dans le cadre de l'étude de haut niveau sur le développement des systèmes d'information, qui devrait commencer en octobre 1999 pour s'achever au début de 2000. Cette étude devrait également comprendre une analyse coûts-avantages et un échéancier des priorités du programme de développement des systèmes d'information, d'une durée de deux à trois ans, qui sera financé sur un budget d'équipement à partir de 2000.

20. En attendant les résultats de l'étude de haut niveau et sur la base des processus et des besoins définis jusqu'ici, un certain nombre d'initiatives de développement des systèmes d'information devraient être engagées en l'an 2000. À titre provisoire, les priorités retenues par le FIDA sont notamment la gestion des ressources humaines, la mobilisation de ressources, la gestion des contributions, les prêts et les dons, et la gestion des savoirs.

21. Exception faite du système de suivi des congés, la couverture actuelle de la gestion des ressources humaines se limite à l'appui informatique fourni aux processus qui alimentent le système des états de paie, mais cet appui, tout comme le système des états de paie, fait appel à une technologie et à des outils obsolètes ainsi qu'à des services externes d'unités centrales qui sont fort coûteux. En conséquence, aucun de ces deux systèmes ne peut être mis à niveau de manière à suivre l'évolution des processus d'exploitation dans de bonnes conditions d'économie et d'efficacité. Afin de remédier à cette situation et de répondre aux divers besoins de la gestion des ressources humaines, des activités relatives à l'analyse des besoins, à la conception et à la mise en application devraient démarrer en l'an 2000, soit dans le cadre de l'ensemble de progiciels commerciaux PeopleSoft, du module des ressources humaines soit sous la forme d'une série d'applications maison spécifiques élaborées avec le concours de consultants extérieurs.

22. La mobilisation des ressources est un domaine qui jusqu'à présent a fait fond uniquement sur les outils de productivité des utilisateurs et qui n'a pas été intégré aux autres grands systèmes d'information du FIDA. L'élaboration d'une fonction gestion des données/informations devrait commencer au cours du deuxième semestre de l'an 2000, avec un nouveau module centré sur le profil des donateurs, actuellement au stade de la conception.

23. Aucun appui informatique direct n'est actuellement disponible pour la gestion des contributions. Le système afférent aux contributions des membres, mis au point au début des années 90, a été abandonné en raison de problèmes liés aux flux de travail entre les diverses divisions ainsi qu'à la saisie et à la représentation de données concernant plusieurs divisions, et de l'obsolescence de la plate-forme technique ayant servi à sa mise en oeuvre. Un nouveau système afférent aux contributions des membres devrait être élaboré en 2001.

24. Le secteur des prêts et des dons bénéficie de l'appui d'un système (SPD) mis au point au début des années 90, mais il souffre de l'obsolescence de sa conception et du manque d'intégration avec les autres systèmes financiers. L'architecture du système ne permet pas de répondre aux nouveaux



besoins d'exploitation, en pleine évolution, tels que l'initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés et le passage à une monnaie de remboursement basée sur l'euro. Afin de remédier à cette situation, le FIDA a l'intention d'adopter la fonctionnalité standard sommes à recevoir parallèlement à la fonctionnalité recouvrements, qui font toutes deux partie de l'ensemble de modules PeopleSoft. On espère qu'une analyse précise des besoins dans ce domaine d'activité pourra être entreprise au début de 2000, sous réserve de l'approbation d'un financement rentrant dans le cadre de la proposition relative au budget d'équipement.

25. Dans le domaine de la gestion des savoirs, l'institution s'intéresse moins aux « produits finis » et davantage à la création de savoirs et à leur validation, le produit approprié étant "assemblé" ou "conditionné" par l'utilisateur sur demande. L'objectif important du FIDA est d'élargir le processus de création et de validation des savoirs à tous les utilisateurs potentiels à l'intérieur de l'organisation (et à l'avenir aux utilisateurs extérieurs). Pour appuyer le processus de création et de validation des savoirs ainsi que d'autres processus connexes, tels que l'apprentissage, les forums et les groupes thématiques, il est prévu de mettre en oeuvre à partir de l'an 2000 un certain nombre d'outils liés au Web et à l'Internet/Intranet.

### **Infrastructure technique**

26. Actuellement, l'infrastructure du réseau institutionnel du FIDA résulte dans une large mesure du développement logique du projet pilote de réseau local entrepris en 1991. En réponse à des besoins opérationnels spécifiques, le FIDA a depuis lors étendu son réseau, en raccordant de nouveaux usagers et de nouvelles unités, et augmenté sa puissance (capacité de stockage, temps de réponse et fiabilité générale du serveur). Dans l'intervalle, plusieurs nouvelles technologies et architectures ayant une incidence sur les divers composants du réseau sont apparues, facilitant la mise en oeuvre d'architectures comprenant des applications à plusieurs niveaux, basées sur le Web et sur les réseaux Internet/Intranet.

27. Étant donné que le réseau du FIDA entre dans l'ère d'Internet/Intranet au moment où les services de réseau deviennent partie intégrante des applications mises à la disposition de l'utilisateur final, il est nécessaire de procéder d'urgence à une évaluation générale et au renouvellement des principales composantes de l'infrastructure du réseau institutionnel. Ce renouvellement est indispensable si l'on veut assurer l'efficacité et la fonctionnalité nécessaires pour faciliter le déploiement des applications et des outils de productivité du FIDA à partir de l'an 2000.

## **V. CONCLUSIONS**

28. Les activités de développement des systèmes d'information envisagées, qui sont présentées dans la section IV, nécessitent l'allocation et l'engagement de ressources au niveau de l'institution sur une période relativement longue. Après l'approbation par le Conseil d'administration du principe du budget d'équipement pour les projets d'une durée supérieure à un exercice budgétaire, une proposition concernant le financement du programme de développement des systèmes d'information du FIDA sur un budget d'équipement pour la période 2000-2002 sera présentée au Conseil d'administration en décembre 1999.

29. Cette proposition comprendra des estimations des principaux éléments du coût de chaque projet de développement des systèmes d'information, avec des projections dans le temps et un classement préliminaire par ordre de priorité. Les estimations et les projections seront affinées et confirmées au début de 2000 en fonction des résultats de l'étude de haut niveau portant sur le développement des systèmes d'information mentionnée ci-dessus, notamment de l'analyse coûts-avantages et de l'échéancier des priorités.

## **GROUPE DE PROCESSUS DÉFINIS PENDANT L'ÉVALUATION DES BESOINS DU FIDA PRÉALABLE À L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ**

1. Le Groupe de la **vérification des comptes** comprend des processus tels qu'obtenir et analyser des pièces justificatives pour la vérification des comptes, Produire des rapports de vérification des comptes, et Suivre les recommandations issues de la vérification. Dans ce domaine, les besoins portent essentiellement sur la disponibilité et l'utilisation d'un outil permettant l'accès généralisé aux données et leur analyse, la production automatisée de documents d'audit et un mécanisme efficace de mise en commun des informations.
2. Dans le domaine de la **gestion des services de conférence**, couvert actuellement par le SIEL, il est fait état du besoin de renforcer l'appui à l'archivage et à l'exploitation des informations concernant les réunions, officielles ou non.
3. Le groupe de la **gestion des contributions** comprend la gestion des contributions des membres et des fonds supplémentaires. Dans ce domaine, les besoins concernent l'appui relatif aux annonces de contributions, aux instruments de contribution, aux paiements imputés sur les reconstitutions aux valeurs actuelles et historiques, ainsi qu'au suivi et à l'analyse des fonds supplémentaires et à l'établissement des rapports correspondants.
4. Dans le domaine de l'**évaluation**, les besoins concernent l'appui destiné à faciliter la participation des parties prenantes, de gérer les relations avec le Comité d'évaluation, ainsi que de planifier et de suivre les missions d'évaluation et de leur donner suite.
5. Le groupe de la **gestion des services du siège** couvre toute une gamme de services d'appui assurés aux diverses fonctions et au personnel, notamment la gestion des stocks. Dans ce domaine, les besoins portent sur un mécanisme de suivi des demandes de services et sur l'intégration aux processus institutionnels correspondants du système autonome actuel de gestion des stocks.
6. Le groupe de la **gestion des ressources humaines** comprend, entre autres processus, le recrutement, la gestion des contrats, l'administration des droits, la dotation en effectifs et les états de paie. Les besoins concernent l'appui nécessaire pour l'automatisation des flux de travail, l'accès aux politiques et procédures en matière de personnel, les avis de vacance de poste, les postes prévus, la description des emplois, les droits, le suivi de la performance, le suivi des demandes, la formation et le perfectionnement du personnel. S'agissant des états de paie, les besoins spécifiques comprennent l'appui requis pour la conversion en euros des traitements et les nouveaux types de contrats, ainsi que l'intégration au système d'information financière.
7. Le groupe de la **gestion de la mémoire institutionnelle** comprend des processus tels que la gestion des dossiers et des archives, la gestion des listes de distribution et des contacts, et la traduction. Les besoins se rapportent à la saisie, au stockage, et à la distribution électronique des documents, à l'intégration des tâches relatives à l'archivage, à la mise à disposition à l'échelon du FIDA d'informations cohérentes sur les contacts, et la traduction automatisée/assistée par ordinateur.
8. Dans le domaine de la **gestion des placements**, les besoins concernent l'informatisation du "bilan des initiatives en matière de placements", l'appui nécessaire pour l'analyse des données, et l'intégration au système d'information financière.



9. Le groupe de la **gestion des savoirs** comprend le processus même de gestion des savoirs, la création des savoirs, l'apprentissage, la recherche d'informations juridiques, et la gestion des services de bibliothèque. Dans ce domaine, les besoins concernent l'appui aux études et aux groupes thématiques, aux enseignements, à l'apprentissage à distance, à l'accès à la législation des divers États, et aux opérations de la bibliothèque.

10. Dans le domaine de la **gestion du cadre juridique**, les besoins portent sur l'appui nécessaire pour créer et gérer les documents juridiques, en particulier le document juridique principal et la documentation connexe.

11. Dans le domaine de la **gestion des paiements/encaissements et de l'apurement des comptes bancaires**, les besoins concernent l'intégration avec les opérations de prêts et de dons, l'intégration avec les divers modules du système financier institutionnel, et l'appui nécessaire pour la gestion quotidienne des soldes en banque.

12. Le groupe du **programme de gestion des travaux** comprend l'administration des prêts et des dons, l'élaboration des projets, la gestion du portefeuille de projets, la gestion des dons, le suivi du budget, et la gestion des relations avec les organisations non gouvernementales (ONG) et de la société civile (OSC). Dans le domaine de l'administration des prêts et des dons, actuellement appuyée par le SPD, les besoins portent sur l'intégration des transactions relatives aux prêts et aux dons au reste du système financier, l'appui concernant les monnaies de la zone Euro, l'analyse de la passation des marchés, et le maintien de la souplesse nécessaire pour tenir compte de l'évolution des règles et des nouveaux besoins extérieurs. S'agissant de l'élaboration des projets, les besoins concernent l'appui nécessaire pour les activités d'apprentissage, d'examen technique, et de suivi des missions. Pour ce qui est de la gestion du portefeuille de projets, même si la deuxième version du SGPP envisagée n'a pas encore été définie en fonction des exigences des utilisateurs, il est fait état du besoin de revoir la conception et la portée du système, plus de trois ans après la conception initiale. S'agissant de la gestion des dons, les besoins concernent le suivi des diverses activités relatives aux dons et l'établissement des rapports correspondants. Pour ce qui est du suivi du budget, en plus de l'appui relatif au budget administratif, qui devrait devenir opérationnel à compter de l'exercice budgétaire 2000, il existe un besoin concernant le budget afférent au programme de travail et le détail des dépenses de personnel. S'agissant du processus de gestion des relations avec les ONG et OSC, les besoins concernent la recherche, la saisie et l'actualisation d'informations à usage institutionnel et extérieur.

13. Le groupe de la **mobilisation des ressources** comprend le processus de mobilisation des ressources, la gestion des partenariats, et la gestion des affaires publiques/sensibilisation/communications. Dans ce domaine, les besoins portent sur l'intégration de sources hétérogènes d'information et l'appui relatif à l'accès aux données et à leur gestion. Il est prévu d'élaborer une application relative au profil des donateurs, destinée à faciliter l'accès aux sources extérieures et la saisie des données, au cours de la deuxième moitié de 1999.

14. Le groupe de l'**articulation des stratégies** comprend à la fois la stratégie relative aux ressources et la stratégie institutionnelle. Dans ce domaine, les besoins concernent l'appui afférent aux moyens de recherche et d'analyse et au suivi des fiches de notation du FIDA.

15. Dans le domaine des **voyages**, les besoins portent sur le soutien nécessaire pour les autorisations de voyage et les demandes de remboursement des frais de voyage, y compris le traitement des autorisations et des demandes relatives aux recrutements, aux congés dans les foyers, au rapatriement et à d'autres activités concernant le personnel.